

**Abdelwahab Ziani**  
**Président de la fédération algérienne de**  
**l'agroalimentaire**

Jeudi 26 janvier 2017

---

***On va parler de la filière agro-alimentaire et en amont nous allons parler de la production agricole. Faut-il accélérer aujourd'hui le rythme des investissements avec le partenariat productif dans le domaine agricole à l'image de ce qui a été conclu récemment avec les américains qui va permettre à l'Algérie de développer certaines filières et avoir même une autonomie et une autosuffisance comme par exemple la pomme de terre ou le lait.***

Effectivement, un exemple qui a été donné il n'y a pas longtemps, un partenariat entre l'un de nos adhérents à la fédération qui est spécialisé dans le lait, le camembert et la transformation du lait. Donc un partenariat dans le cadre du 51/49 et j'insiste parce que il faut dire aux auditeurs que ces partenaires sont à 49% de l'activité qui va se faire dans le futur.

Donc un exemple qui a été donné récemment, un exemple sur 30.000 ha. Justement aujourd'hui, nous avons fait appel à des américains qui sont spécialisés dans le sucre comme ils ont si bien fait leur sucre du côté du Texas où tous est devenu vert parce avant c'était un désert. Et justement, ils ont commencé à faire de la recherche sur le territoire algérien qui les intéresse de très près.

Donc, 30.000 ha dans un premier temps. Un 2<sup>ème</sup> partenaire aussi de 30.000 ha, ce qui fait 60.000 ha dans le cadre de l'extension. Donc maintenant, on va faire de l'agriculture mécanisée et industrialisée. Parce que ce dans le sud nous sommes primeur

par rapport à certains produits agricoles, mais par rapport à cela, nous allons mécaniser l'enlèvement des fruits et légumes qui se fera sur place et aussi la transformation et l'industrialisation de ces produits qui peuvent être transportés en toute sécurité vers le Nord.

***Mais, peut-on parler d'autre partenariat qui sont envisagé puisque nous avons aujourd'hui que vous êtes entrain d'explorer les régions du territoire puisque vous étiez dans un premier temps dans la Wilaya de Ghardaïa et là vous vous intéressé à Adrar et on parle de Ouargla ?***

On parle de Adrar et de Ouargla et aussi, suite aux recommandations de notre gouvernement, parce qu'ils nous disent qu'il faudrait que nos entreprises algériennes ne soit pas frileuses et qu'ils aillent investir dans le Sud et aussi les hauts plateaux.

Nous avons choisi Bordj Bou Arreridj pour les hauts plateaux où il y a peu près 34 projets qui sont là à moitié industriels et les autres agricoles et transformations de produits agricoles. D'autres sont à Ouargla, Adrar et nous avons aussi Ghardaïa et Menaâ. Vous avez assisté lorsque nous y sommes allés avec les industriels vers le sud, nous peinons toujours par rapport aux papiers administratifs que nous réclamons pour que l'administration soit encore plus rapide par rapport aux projets que nous menons.

***Mais des partenariats, avec des étrangers également, comme celui qui a été conclu récemment avec les américains. D'autres pays s'intéressent à nous ?***

Oui, beaucoup d'autres pays, il y a la Hollande, la Belgique, la France, les américains. Il y en a d'autres, il y a à peu près 30 partenariats qui sont entrain de se négocier actuellement. C'est très intéressant parce que aujourd'hui, ils ont un savoir faire, nous

avons des surfaces, nous avons aussi un marché pour nous et pour l'exportation. L'Algérie est un grand pays, elle peut faire pour elle-même et aussi pour l'exportation. Il faut viser les deux.

Ces superficies qui dorment depuis très longtemps peuvent se réveiller et nous offrir énormément. Il faut maintenant penser hors hydrocarbures et c'est le moment d'industrialiser et rendre toutes ces terres agricoles, donner du vert à toutes les régions.

***Alors marché pour nous et pour l'exportation et en premier viser le marché africain.***

Oui, c'est le marché africain du fait qu'il y a une orientation qui a été donnée par notre gouvernement. Nous sommes entrain de construire cette fameuse autoroute qui va descendre jusqu'au Mali et au Nigéria. Il faut penser maintenant à faire de l'agriculture propre de ces frontières là, justement Adrar est vers le bas et effectivement, on peut transporter énormément de produit vers l'Afrique.

On peut transformer le concentré de tomate, le triage des fruits et légumes, énormément de choses, la poudre de lait, aujourd'hui, on peut le transformer cette poudre de lait au Sud et l'exporter vers les pays africains.

***Alors pour la transformation dans l'agroalimentaire, une industrialisation de l'agriculture s'avère-t-elle aujourd'hui nécessaire ?***

Elle est nécessaire. Il faut dire qu'aujourd'hui, nous avons besoin de toutes nos terres. Il faut penser à replanter des plants et des nouveaux arbres justement pour qu'elle soit mécanisée facilement à l'arrachage parce que nous peinons aussi par rapport à la main d'œuvre. Il faut absolument que nous mécanisons dans toute l'agriculture pour justement avoir le maximum de fruit. Regardez, nous sommes en pleine cueillette des oranges et nous manquons

de main d'œuvre pour cueillir parce que nous n'avons pas pensé à mécaniser justement l'arrachage de ces fruits de leur arbres.

Une fois que c'est fait, d'ailleurs on a vu plein d'exemple au niveau de Menaâ et de Ghardaïa où des gens ont commencé à planter des oliviers nains et la machine passerait directement pour ramasser ses olives sans tomber par terre ou être oxydées et donc permettre une huile d'olive parfaitement vierge et bonne. Donc, c'est cela qui devrait être fait un peu partout.

***Vous avez dit que nous avons besoin de toutes nos terres. Es-ce qu'il faudrait impérativement mettre ces terres à la disposition des industriels qui pourraient les rentabiliser davantage au profit de la transformation agroalimentaire. Il y a des terres qui sont en jachère, des terres abandonnées, nous ne les avons pas toutes recensées.***

Moi je dis que toutes les terres doivent être récupérées avec un cahier des charges. Nous ne pouvons pas faire le travail du fellah et des agriculteurs. Par contre, on doit le faire en partenariat. Cela veut dire que l'industriel est à vocation industrielle. Il dit qu'il a besoin de tomate donc de fellah qui savent planter des tomates et à nous de la transformer. Nous devons faire la partie industrielles et eux la partie agricole.

Je pense qu'il y a des régions dans le sud où et ici dans le Nord que l'on peut exploiter. Il ne faut pas sous-estimer que les terres ici sont toutes occupées. Si vous prenez aujourd'hui l'autoroute Est-Ouest ou si vous allez vers l'Ouest ou vers l'Est, vous allez trouver des terres abandonnées totalement. Moi, je dis qu'il faut mettre des cahiers des charges à toutes ces terres.

On a distribué des terres dans le passé qui ne sont pas exploité jusqu'à aujourd'hui. Je regrette, il faut les récupérer. Je pense que si l'Etat devait faire un cahier des charges en faisant une

répartition des terres agricoles, on serait autosuffisant parce que nous auront exactement de ce que l'on doit récolter par rapport aux terres qui sont là abandonnées.

Les industriels sont là, ils ne pourront s'implanter que lorsqu'ils verront qu'il y a une libéralisation sur les terres agricoles de façon à avoir des produits accrus pour les transformer comme la confiture, de la purée d'oranges, de la purée d'abricot, nos jus, le blé, les céréales. Tout ça c'est important pour nous.

Dans le passé nous étions fabricant de sucre, nous avons la betterave sucrière qui est blanche, qui est énorme, elle pèse entre 3 et 6 kg, elle était du côté d'El-Khémis et Miliana mais aujourd'hui, elle a été abandonnée. Ce métier n'existe plus. C'est l'un des métiers que les américains veulent reprendre dans le sud pour faire de la betterave sucrière ainsi que des graines oléagineuses pour l'huile.

***Mais pourquoi le nord alors que certains agronomes spécialistes affirment que c'est le sud qui nourrira l'Algérie ?***

Bien sur, parce que le Sud regorge d'eau qui n'a jamais été exploitée. Les terres sont encore vierges. Par exemple, aujourd'hui pour faire de la poudre de pomme de terre, au sud, une pomme de terre peut aller jusqu'à 6 kg. Jamais, les terres du Sud n'ont été exploitées. On peut faire de la pomme de terre mais la transformation doit se faire sur place. Le problème est que le transport aujourd'hui coûte cher du Sud vers le Nord.

Parce que si vous voulez mécaniser des terres dans le domaine de l'agriculture, il faut avoir des espaces énormes et ces espaces énormes on peut les trouver au Sud. C'est plat, il n'y a pas de relief, il y a beaucoup d'eau et on peut faire des exemples parfaitement bien.

***Alors, nous avons beaucoup perdus, dans en matière de savoir faire, dans certaines filières notamment. Dans la tomate industrielles, nous étions dans les années 70 leader dans ce domaine. Aujourd'hui, nous avons beaucoup perdu. Essayons de retrouver ou de récupérer cette filière. La même chose pour la confiture d'abricot au niveau des Aurès. Es-ce qu'il faudrait tout récupérer et mettre en place des moyens pour faciliter l'accès à ces terres ou moyens dont pourrait bénéficier les agriculteurs et les transformateurs ?***

Moi, je dis que, si on revient dans le passé, on n'importait pas quoi que ce soit. Nous étions autosuffisants. Le problème, c'est que l'on a adhéré à beaucoup de consortium comme l'OMC ou l'Union européenne,

***Mais nous étions 10 ou 20 millions d'habitants, nous sommes aujourd'hui 40 millions.***

Nous étions suffisants sur pas mal de choses. Nous avons ouvert nos barrières douanières et nous n'avions rien protégé à l'intérieur. Tout a disparu. C'est normal qu'il y ait des métiers qui disparaissent.

Moi, j'ai très peur lorsqu'on me dit que les agriculteurs sont en colère et qu'ils veulent plus planter de pommes de terre parce qu'ils n'ont pas eu de vente ou qu'il n'y a pas eu de transformation et ensuite cet agriculteur va aller dans un autre domaine. Lorsque vous lui dites de revenir à la pomme de terre, il perd ce métier. C'est très difficile de revenir à un métier quand on le perd. Donc aujourd'hui, on peut être autosuffisant sur beaucoup de produit, à charge pour l'Etat d'organiser des cahiers des charges pour dire au gens voilà ces terres, on va vous les donner pour un industriel qui va transformer tant d'ha pour donner tant de produit.

Donc, il faut absolument créer des cahiers des charges et piloter les choses entre les industriels et les fellah.

***En terme clair, la surproduction doit être absorbée par l'industrie comme c'est le cas pour la pomme de terre au lieu e la laisser pourrir.***

Oui exactement. Aujourd'hui, nous avons besoin de toute la pomme de terre pour faire cette poudre de pomme de terre. Il y a des industriels qui sont déjà installés mais il en faut plus. Il faut aussi régionaliser par des cahiers des charges à l'intérieur du pays. On peut obtenir pas mal de fruits et légumes et bien sur penser aussi à l'exportation.

***Mais on est toujours dans les vœux pieux, c'est-à-dire souhaiter que l'on fasse. Qu'es-ce que l'on doit faire de concret ?***

Moi, je dirai que je reviens vers l'ANDI. Je dirai à l'ANDI que tous les projets qui sont sursaturés comme les meuneries que l'on va pas mettre partout. On ne vas donner des avantages fiscaux et parafiscaux pour le secteur de la boisson et des jus de fruit. Non, on est saturé. Il faut faire une réorientation vers les industries dont on a besoin et qui devraient avoir beaucoup plus d'avantages. Il faut une réorientation les investisseurs vers les secteurs avantageux.

***Sur quelle base peut-on dire que tel ou tel secteur est saturé ou non ? Es-ce qu'on a des données chiffrées parce que nous avons par ailleurs des importations importantes en matière de boissons, jus et eaux gazeuses à travers le territoire? Il y a de la consommation et de la demande.***

Moi, je reviens un peu sur cela. Nous avons travaillé avec la direction générale des douanes justement par rapport aux positions tarifaires qui doivent protéger les industries algériennes.

Aujourd'hui, nous faisons des tripartites, nous faisons des lois de finance pour dire qu'il faut protéger tels ou tels secteur et le faire remonter à la surface. Mais la douane doit jouer son rôle en disant : Attention, lorsqu'on l'on importe des biscuits ou des boissons, nous sommes entrain de tuer encore des industriels algériens.

***Il faudrait interdire à l'importation tous les produits qui sont fabriqués localement.***

Je ne suis pas d'accord pour le mot interdire mais je dis que celui qui veut importer peut importer mais les taxes sont fortes. Ainsi, nous protégeons tout un tissu industriel qui doit quand même assurer une production nationale pour la population algérienne.

***C'est-à-dire qu'il faut taxer les produits importés.***

Oui, il faut taxer bien sur. Au-delà des taxes de douanes, nous avons le droit, même dans le cadre de l'OMC, nous avons le droit de protéger toute filière qui est menacée par l'importation ou pour subvenir aux besoins des algériens. Nous avons besoins de créer de la main d'œuvre et de donner du travail aux algériens. Et si l'on veut leur donner du travail, il faut les protéger comme ailleurs c'est protéger.

Moi, le pense que c'est déjà la filière lait, la filière des boissons et jus de fruit, la filière des fruits et de la confiserie, la filière de la confiture, les filières qui sont dans les céréales et transformations de céréales qui sont aujourd'hui très importantes. Si vous allez sur les étalages, vous allez trouver des spaghettis algériennes mais d'autres qui viennent de Tunisie, d'Italie, de France qui sont entrain de grever nos devises alors que nous sommes dans une période où nous avons besoin de toutes nos ressources.

***Pour la poudre de lait, on peut facilement réduire cette facture des importations qui atteignent l'équivalent de 1 milliard de DA en produisant de la poudre de lait localement.***

Bien sur qu'on peut. On peut déjà réduire en évitant le gaspillage. Il y a énormément de gaspillage. Le 2<sup>ème</sup> point c'est que l'on peut produire puisque nous avons des poches où l'on peut produire beaucoup de lait et c'est là qu'il faut transformer. Par exemple, si je reviens sur le consortium américain qui est venu en Algérie qui veut produire du lait, il va avoir beaucoup de lait cru et il va transformer ce produit en poudre.

***Mais est-ce que l'on en a en quantité suffisante pour la transformation en poudre ?***

On a des bassins laitiers du côté de Souk-Ahras et du côté de l'Ouest. Par moment, nous sommes entrain de le jeter parce qu'il n'y a pas encore de transformateur. C'est là qu'il faut installer des colonnes de séchage pour la poudre de lait pour récupérer. Même si on récupère 1000 tonnes par an, ça réduira notre facture de 30%.

***Pourquoi jusque là les industriels algériens ne se sont pas intéressés à la transformation de la poudre de lait ?***

Parce qu'aujourd'hui, la politique du lait doit être revue totalement par le ministère de l'agriculture.

***C'est-à-dire ?***

C'est-à-dire qu'il faut un peu libérer ce secteur. Il y a des freins comme les subventions à la transformation ou pour le transport. Il faut libérer toute cette filière pour dire que maintenant, on peut gagner de l'argent en produisant de la poudre de lait mais il faudrait que l'Etat revoit toute sa politique par rapport à ce sujet la qui est très important.

***Et comment revoir ? Qu'est-ce que vous préconisez ?***

Il faut se rapprocher beaucoup plus de l'agriculteur. Je veux toujours que l'on subventionne l'agriculteur parce que c'est lui qui est le plus important, c'est lui qui est l'éleveur qui doit produire du lait et non pas le consommateur que l'on doit subventionner par d'autres moyens qui sont ailleurs.

Parce que aujourd'hui, le gaspillage ne peut être arrêté que si on libère le prix du lait et on renforce les subventions en amont et non pas en aval

***Mais quelles sont les quantités que nous produisons, que nous consommons, que nous gaspillons et que nous importons en chiffre si vous avez quelques indicateurs ?***

Si vous prenez par tête d'habitant en Algérie, nous sommes à 48 litres par an alors qu'ailleurs, le plus gros est en Suède à même pas 36 litres. Il y a un gaspillage. Il faudrait revoir la politique de subvention parce qu'aujourd'hui le consommateur est l'Algérien moyen, le riche et l'industriel. Ce lait là on peut le retrouver partout et il est subventionné totalement par l'Algérie. Moi, je dirai qu'il faudrait revoir cette politique de subvention pour aller dans le panier de celui qui n'arrive pas et non pas subventionner le lait pour tous les algériens, nos voisins et celui qui n'en a pas.,

***Donc revoir cette politique de subvention, c'est-à-dire aller vers des subventions ciblées***

Oui, ciblée et directe. Exactement.

***Alors idem pour le sucre. On peut réduire cette importation parce que maintenant les américains s'intéressent à cette betterave qu'ils veulent produire ici en Algérie et ça va nous économiser l'équivalent de 1,5 milliards de dollars d'importation de sucre, annuellement.***

Ecoutez, on ne peut pas dire que l'on va remplacer à 100% les importations, mais graduellement, nous pourrons parce qu'il faut encourager ces filières qui sont importantes dans le pays. J'ai fait moi-même une étude sur le sucre, j'en parle depuis 8 ans, et je dis que nous subventionnons la maladie.

Aujourd'hui, le ministère du commerce nous a écouté, nous a réunis, nous avons fait une étude sur le sucre. Nous allons réduire de 30 % nos habitudes de consommation ; nous allons arriver graduellement, comme je l'ai déjà expliqué dans le passé, à réduire chaque année cette quantité de sucre et nous allons arriver à des normes internationales qui sont appréciables et nous allons réduire la facture de la santé qui est très lourde.

***Quelles sont les filières où nous pouvons être déjà autosuffisants ?***

On peut être autosuffisant dans le lait, dans tous ce qui est biscuiterie, dans la confiserie en générale, la tomate industrielle. En transformation industrielle, nous sommes forts. Il y a énormément d'entreprises de transformation qui sont en train de chômer aujourd'hui. Donc, il faut un engagement, il faut un pacte économique de confiance, il faut de la confiance de part et d'autre, de la part de l'agriculteur et de la part de l'industriel. Il y a énormément de conserverie qui ont besoin de fruits et de légumes pour la transformation.

Je pense qu'en réunissant ces deux forces, nous pouvons être autosuffisant dans beaucoup de secteurs.

***L'agriculture n'arrive pas à répondre au besoin de l'industrie à telle enseigne que par exemple que les boissons gazeuses et les jus sont importés. Les composants et matière premières viennent de l'étranger et je suis dans le domaine. Ils arrivent même à importer cette matière première.***

Tous simplement, il faudrait d'abord que l'on apprenne à s'aider. Il faudrait comprendre qu'il y a des matières premières en Algérie. Moi-même, je suis producteur de ces matières premières et je dis et je lance un mot à tous les industriels que nous pouvons consommer des matières premières algériennes et qu'il y a énormément de fabricants capables de répondre à tous les secteurs de la boisson et qui sont à 100% algérien. Du fellah jusqu'au consommateur, nous sommes producteurs.

***Vous parlez d'un pacte qui devrait être scellé avec les producteurs. Est-ce qu'il faudrait que les industriels aillent directement vers les producteurs et les éleveurs pour sceller un partenariat gagnant gagnant Pas les industriels qui gagnent et les agriculteurs qui perdent. Parce que là, ce sont les agriculteurs les plus grands perdants et également les consommateurs.***

Pas du tout, nous ne sommes toujours les gagnants. Bien sur, il y a toujours l'offre et la demande. Nous sommes confrontés à un marché. Nous avons un consommateur algérien et aussi la matière première produite par un fellah. Il faut beaucoup de communication. Il faut organiser des séminaires. On a besoin que tous nos ministères nous aident à communiquer entre les industriels existants et ceux qui veulent faire des projets et aussi faire ce trait d'union avec nos fellah, les agriculteurs, Il y en a qui sont de grands professionnels. On aimerait que ces exemples là se multiplient partout dans toutes les régions, qu'ils puissent nous donner de la matière première.

Je vous ai parlé des investisseurs qui sont dans les hauts plateaux et qui vont aller aussi dans le Sud. Il y a parmi ces entreprises, celles qui sont adhérentes à la fédération de l'agroalimentaire qui vont faire du triage de fruits et de légumes uniquement pour l'exportation. C'est très important. Nous avons

des fruits et des légumes qui sont vraiment demandé. On peut parler de ces entreprises qui sont au nombre de 13 et je pense qu'elles vont nous apporter beaucoup de devises et beaucoup de joie aux agriculteurs parce que nous avons là une sélection.

***Autre question des auditeurs : Nous avons vu la flambée des prix avec les intempéries, ce qui a empêché l'arrachage de ces produits. C'est important comme pour la pomme de terre où l'Etat a procédé à un déstockage. Es-ce que vous pensez que l'on devrait mettre en place le même mécanisme pour les autres produits.***

Bien sur. Moi, je pense qu'il faut toujours un stockage tampon pour passer des moments difficiles. Et si nous n'avons pas de stock tampon, nous ne pourrons jamais faire. Pour l'industrie, les industriels stockent toujours avant novembre jusqu'au mois de février pour être tranquille et pouvoir travailler toute l'année.

Moi, je pense aussi vis-à-vis de ces produits qui sont un peu cher qui sont transformés, aujourd'hui vous avez vu la cherté des produits, les gens réclament le droit d'en profiter, je regrette, il y a un cahier des charges a été fait au départ pour les grandes surface. Elles ne jouent pas leur rôle parce que aujourd'hui, la grande surface ou la grande distribution doit recevoir des produits de l'industrie sans intermédiaires elle doit être automatiquement moins cher que les supérettes ou l'épicier. Alors qu'ils sont plus chers.

Je ne comprends pas pourquoi ils sont là juste pour ramasser de l'argent, ils ont des surfaces énormes, l'Etat donne beaucoup de chose mais il faudrait qu'ils jouent leur rôle justement parce qu'il y a ce maillon qui a sauté qui est le grossiste et qu'ils agissent directement de l'industrie à la grande distribution. Je ne comprends pas pourquoi ils sont chers.

***Et la grande distribution, est ce qu'elle n'est pas entrain, en l'absence de régulation de fonctionner comme le petit magasin du coin ou la petite supérette.***

Il faudrait aujourd'hui discuter avec ces gens là qui sont entrain d'investir et qui doivent aujourd'hui réduire les prix parce qu'ils ont un accès direct aux industries. Il faut que l'Etat intervienne pour dire ça suffit, c'est trop cher et pourtant vous avez des surfaces énormes pour justement montrer que le produit algérien n'est pas cher et de bonne qualité.

Aujourd'hui, nous sommes entrain de dire, c'est cher, c'est cher. Au sein de la fédération nous sommes entrain de faire un travail sur 2000 produits qui sont de larges consommations qui sont les prix départ usine pour dire aux consommateurs, voilà les prix qui sortent de nos usines.

Maintenant, après nous ne sommes plus responsable. On ne peut pas gérer la grande distribution. Et c'est ce fléau qui est entrain de greffer les prix en gagnant plus que l'industrie algérienne.

***Pourquoi l'exportation de nos produits agricoles n'aboutit pas, toujours à cause de l'administration et pourtant nous avons des produits de la qualité exigée comme pour la pomme de terre, la tomate, etc,..-. Est-ce que vous pouvez nous éclairer sur ces aspects ?***

Nous sommes passés de 300 à plus 700 entreprises exportatrices. C'est extraordinaire. C'est un signal magnifique, plus du double. Mais aujourd'hui, c'est vrai, on reste frileux. L'Algérien reste frileux. Nous sommes entrain de créer des événements un peu partout en Afrique, en Europe et ailleurs. Les gens commencent à apprécier nos produits. Maintenant, il faudrait faciliter tous ce passage là.

Quand on a dit que nous allons créer le tapis vert pour les industriels du port jusqu'à l'industrie, maintenant il faudrait faire une route verte pour l'exportation pour faciliter toutes ces choses là. Je l'ai dit dans le passé, l'exportation aujourd'hui, c'est très peu mais aujourd'hui pour distinguer l'exportation de l'importation, il faut créer des mécanismes qui vont faciliter l'exportation pour ramener plus de devises à l'Algérie.

***Mais vous-même vous êtes exportateur et vous réussissez certaines exportations vers des pays africains. C'est une réussite et ça marche.***

Cela marche très bien. Quand j'étais en décembre au Sénégal, j'ai emmené avec moi des industriels qui ont signé 4 contrats et je suis content. On exporte au Sénégal et au Mali depuis 1990. Il faut dire aujourd'hui que nous pouvons exporter, ce n'est pas aussi difficile qu'on le pense.

Nous accueillons au niveau de nos associations tous les gens qui veulent exporter. Nous identifions leur produit, nous les aidons et nous sommes entrain de faire au sein de nos associations d'exportation un atelier de formation pour montrer aux chefs d'entreprise comment ils doivent faire. en calquant les exemples qui ont réussi.

***A quand une vraie réglementation, un vrai contrôle des aliments mis sur le marché. A quand la régulation du taux de sucre et de sel dans nos aliment ou alors il faut attendre plus longtemps.***

Le sucre et le sel, c'est moi-même qui ai fait l'étude et que j'ai offert au ministère du commerce. Tout le monde a adhéré Santé, commerce et Industrie. Aujourd'hui, ce décret est en voie de signature et il va être signé et appliqué incessamment. Nous nous

réjouissons que les autorités nous aient écoutés car nous parlons de ça depuis très longtemps.

Je pense que cette année, nous allons réduire le taux de sel et le taux de sucre et aussi réapprendre à connaître ce que l'on appelle les règles d'appellation d'origine par exemple vinaigre et non préparation de condiment ou la différence entre yaourt et préparation laitière. Tous cela, ce sont les règles d'appellation d'origine qui vont revenir. Le ministère a saisi cette occasion avec les industriels algériens. Tout va être réglementé.

***Le problème en Algérie, c'est la gestion du foncier agricole L'assainissement de la situation est plus qu'obligatoire. De jeunes agriculteurs se trouvent coincés pour investir car les terrains sont pris et très mal exploités.***

Si on revient un peu en arrière, on a fait du bien et des erreurs. Aujourd'hui, les terres qui sont EAC et EAI etc, nous avons dit à ces gens là qui possèdent des terrains que l'Etat a distribué dans le passé, celui qui n'a pas travaillé ses terres, l'Etat doit les redistribuer avec un cahier des charges. Nous avons énormément de projets à donner aux jeunes qui peuvent aller exploiter de petites surfaces. On a pas besoin d'exploiter des milliers d'ha.

Pour donner du travail aux jeunes, ils ont besoin à partir d'un ha pour travailler avec des industries. On a besoin.

***Un ha, c'est rien du tout ? Si on veut augmenter les rendements?***

Oui, mais 1 ha de produit noble. Si on veut donner du travail aux jeunes, on ne peut pas leur donner 20 ha ou 100 ha ; Ils peuvent travailler sur des produits nobles comme la cueillette de jasmin pour fabriquer de l'huile essentielle de jasmin que l'on peut exporter. On n'existe plus alors qu'avant on était n° 1 ; Il faut offrir

aux jeunes du travail. Quand il s'agit de produit agricole de large consommation, là il faut des milliers d'ha.

***Le consommateur veut du lait de vache pasteurisé pas transformé et retransformé. C'est possible ?***

Bien sur, je me bats depuis très longtemps depuis 2007 sur cette crise du lait et je voudrais dire que je suis contre cette poudre de lait qui est transformé à l'étranger auquel on rajoute de l'eau ici, il y a de la tricherie. J'ai toujours milité pour subventionner le lait de vache algérien, même plus cher au consommateur algérien parce qu'il y va de la santé.

Si on subventionne le lait de vache algérien et on ne subventionne pas la poudre de lait, vous allez voir On a atteint 34% d'autoproduction sur le lait algérien parce qu'on avait fait des efforts depuis 2007. Aujourd'hui nous sommes entrain de redescendre jusqu'à la barre de 30%. Subventionnons surtout le lait de vache jusqu'à ce qu'on ait des tours de séchage partout. Le lait de vache existe en Algérie. On peut le conditionner et le distinguer par le drapeau algérien. Ce sera du lait de vache algérien subventionné par l'Etat algérien et les algériens auront plus de santé.

***Est-ce que pour les agrumes, la décision qui a été prise récemment par le ministère du Commerce d'interdire les importations pour encourager notre production et puis aller graduellement vers d'autres mesures ?***

Je suis tout à fait pour.

***Notre orange est extraordinaire. Elle est meilleure que la marocaine qui se trouve sur le marché. Idem pour les mandarines.***

Moi en tant que consommateur quand je vais acheter des oranges ou des mandarines, je demande l'origine. Si on me dit qu'elle n'est pas algérienne, je ne la consomme pas. Je goute tous les produits qui ne sont pas algérien parce que nous avons d'excellent produit. Au moins je suis sur que ces produits n'ont pas suivi toute la chaîne de transformation. Congelé, décongelé. Les produits qui viennent de l'étranger, il faut que le consommateur le sache, ils sont enlevés vert, elles rougissent dans les contenaires et dans les ports avant de venir au consommateur.

Aujourd'hui, l'orange algérienne, elle est pure, elle est bonne, elle est bio. Donc consommer algérien c'est beaucoup mieux et je dirai qu'il faut encourager tout ce qui est produit algérien.

***Es-ce que nous sommes suffisamment prudent en matière de manipulation génétique des cultures surtout avec l'arrivée des américains qui même chez eux n'ont pas fait grand-chose dans ce domaine. Es-ce que nos scientifiques sont sollicités pour sauvegarder notre potentiel de pureté biologique. C'est important parce que nous consommons bio. Pas trop d'insecticide ni de produit chimique pour la transformation.***

C'est le climat aussi. L'Algérie se trouve dans une région magnifique. C'est une oasis qui peut produire n'importe quoi. N'importe quel produit peut pousser en Algérie. Les colons l'on fait et nous, nous ne devons que suivre cet exemple. Il est magnifique.

On n'a pas besoin de modifier génétiquement certaines choses, l'Algérie et son ministère de l'agriculture ont un département qui surveille ça de très près. Nous ne consommons pas de choses qui ne sont pas d'origine, type OGM ou autres. L'Algérie est très

intransigeante la dessus et nous avons un cahier des charges qui ne laisse pas certaines choses dépasser ou accepter en Algérie.

Mais aujourd'hui, par rapport à ces américains, celui qui va venir dans ce consortium, il est le plus grand semencier de pomme de terre dans le monde. Il est le plus grand spécialiste. Il a analysé les terres et il a dit que l'Algérie peut donner des merveilles, peut donner de l'or dans ces régions là. Donc, nous nous appuyons sur des expériences magnifiques avec ces américains qui ont réussi dans la pomme de terre dans le monde entier.

***Un auditeur me dit que j'espère que ma question sera posée sans être censurée. La production de la pomme de terre cette année est de 4millions de tonnes avec les deux projets. Pourquoi ne pas développer les légumineuses et les graines oléagineuses qui sont importées à 100% ; On a l'impression que l'on va dupliquer ces projets à travers toutes les wilaya.***

Pas du tout. Imaginez un méga projet de 60.000 ha, c'est énorme. Donc ils vont commencer par 30 ha et 100 ha.

***Ils visent l'exportation.***

Bien sur, ils visent l'exportation. Ils vont d'abord faire un laboratoire de semence pour la pomme de terre parce que aujourd'hui nous importons presque totalement nos semences. Donc, il y aura tout ici, totalement, 100% algérien qui seront produits. Donc, tous le surplus de ce que nous allons transformer sera exporté. Nous allons transformer la production.

Dans le 2<sup>ème</sup> mégaprojet, parce qu'aujourd'hui, il demande plus d'ha, il y aura les graines oléagineuses pour la production de l'huile végétale qui est importée à 100%. Donc, c'est un projet qui date depuis très longtemps, beaucoup de gens s'y sont penché mais ils n'y ont pas cru. Aujourd'hui, les américains croient en ce

projet et ils vont le faire, donc il y aura de la transformation de graines.

***Es-ce que vous pensez qu'on est entrain de mettre en place pour devenir dans certaines filières autosuffisant sur le moyen terme ?***

Pour que l'on soit autosuffisant sur certaines filières, il faudrait que les barrières douanières jouent leur rôle. il faudrait aussi que l'Etat joue son rôle pour voir qui sont les producteurs, quels est leur nombre et comment nous pouvons protéger notre pays.

***Es-ce que vous pensez que les prix actuels des fruits et légumes sont justifiés puisque certains disent que ce sont les agriculteurs et les consommateurs qui sont les grands perdants. Y a-t-il trop d'intermédiaires ?***

Bien sur, je dirai ça et moi je dirai que les prix sont excessivement cher et ce sont les intermédiaires qui mettent de l'argent dans leur poches et non pas les agriculteurs ni le consommateur.

***Mandataire et grossistes en particulier ?***

Je les accuse en premier. Pour finir, je dirai qu'au sein de notre organisation, je dirai que pour réduire la facture de devises, l'Algérie est aux algériens d'abord. Il faut penser à tous les producteurs algériens qui peuvent faire beaucoup de bonheur en Algérie et peuvent apporter énormément et réduire la facture des devises. Mais il faudrait qu'on nous fasse confiance.

***Vous êtes le meilleur avocat de ces producteurs aujourd'hui.***